



Le réseau des acteurs territoriaux
de la mobilité inclusive

**Pour une mobilité
inclusive, solidaire
et durable**





Conception, rédaction et création graphique :

Réseau Mob'in

Plaidoyer validé dans le cadre du Conseil
d'Administration du Réseau Mob'in

SOUTENIR LA MOBILITÉ INCLUSIVE SOLIDAIRE ET DURABLE

Le plaidoyer de Mob'In repose sur une conviction forte : la mobilité est un levier essentiel pour l'inclusion en particulier pour les personnes en situation de précarité, de handicap ou de vulnérabilité.

Un mouvement local devenu un enjeu national...

Le secteur de la mobilité inclusive, solidaire et durable aujourd'hui **en voie de reconnaissance institutionnelle** trouve ses racines dans des **initiatives locales** portées par des associations de terrain, dès les **années 1980**.

À cette époque, les premières réponses aux problématiques de mobilité des publics en insertion consistaient :

- à proposer des aides pour passer le code de la route
- ou le permis de conduire,
- ou encore à louer des véhicules à des tarifs solidaires.

Au début des années 2000, la **notion de mobilité inclusive et solidaire** fait son entrée dans les politiques publiques. C'est à cette période que naissent les **premières plateformes de mobilité**.

Celles-ci diversifient les solutions proposées :

- prêt ou location de véhicules,
- transport accompagné, conseils en mobilité,
- formation à l'usage des modes de déplacement, etc.

L'**accompagnement individuel et collectif** devient un élément central de ces démarches notamment pour l'insertion professionnelle.

Depuis une dizaine d'années, les plateformes et les dispositifs de mobilité inclusive se multiplient dans les territoires. Ils touchent un public plus large et plus diversifié, tout en s'adaptant à de nouveaux enjeux : accès aux droits, attractivité des territoires ruraux, transition écologique, etc.

En 2013, la création du **Laboratoire de la Mobilité Inclusive**, réunissant des acteurs associatifs, des fondations et des entreprises du secteur public ou privé marque une étape importante. Il permet de structurer et d'amplifier le plaidoyer à l'échelle nationale.

Pourtant, malgré ces avancées, les réponses restent encore largement insuffisantes et inégalement réparties.

Les besoins de mobilité inclusive solidaire et durable demeurent massifs et appellent une action publique plus ambitieuse et plus structurée à l'échelle nationale comme locale.



Le cadre légal

La **Loi d'Orientation des Mobilités (LOM)**, adoptée en **décembre 2019**, reconnaît la **mobilité** comme un **droit fondamental**. Elle place la mobilité au **cœur de l'insertion sociale et professionnelle** au même titre que l'accès au logement, à l'éducation, aux loisirs et à la santé.

Chiffres clés

15 M de personnes sont en situation de **précarité-mobilité**. Ce chiffre est en **augmentation**.

25% des français déclarent avoir déjà **abandonné un emploi ou une formation**, faute de moyens pour se déplacer,

76% des jeunes de 18-25 ans déclarent avoir déjà renoncé à un emploi ou une formation en raison de difficultés de mobilité. Chez les jeunes « NEET » (ni en emploi ni en formation), ce chiffre atteint 83%.

25% du **budget** des populations vulnérables est consacré aux **déplacements**.

1/3 de la **population** renonce à réaliser des **démarches administratives**.

1,2,5- Baromètre des mobilités, 2024

3- Baromètre de l'Education Apprentis d'Auteuil, "La mobilité, un frein à l'insertion", 2024

4- Mobilités : la fracture rurale, Groupe Caisse des dépôts 2024

Les enjeux de la transition écologique

Alors que le secteur des transports de biens et de personnes émet près de **30% des GES**, il devient impératif de **concilier l'urgence sociale de la précarité mobilité à l'urgence environnementale**. Cette ambition est d'autant plus engageante que le développement de solutions durables et inclusives est **vecteur de solidarité**. Par exemple, les **modes de transports partagés** (covoiturage, transport solidaire, ...) sont non seulement des solutions plus économiques et écologiques mais elles contribuent également au **développement** des liens sociaux, à la réduction de l'isolement, aux relations intergénérationnelles.

Intégrer la mobilité inclusive, solidaire et durable dans les politiques publiques

15 MILLIONS

de personnes en situation de **précarité mobilité** selon le Baromètre des Mobilités du Quotidien.

4000

solutions territoriales de mobilité selon l'outil Dora.gouv.



NOTRE CONSTAT

De nombreux acteurs de la mobilité inclusive, solidaire et durable agissent, leur intervention territoriale reste encore inégale et insuffisamment coordonnée.



- 1 Des **solutions** et initiatives de mobilité inclusives, solidaires et durables **existent** sur les territoires (env. 4000 en France). Elles ne sont **pas toujours visibles, lisibles, accessibles à toutes et à tous**.
- 2 Cette **offre** est **fragmentée**, portée par une **multiplicité d'acteurs**, souvent **non coordonnés**.
- 3 Des **disparités importantes existent entre les territoires**, certains bénéficient d'une offre mobilité développée, d'autres sont de quasi zones blanches.
- 4 Il n'existe pas toujours de diagnostic territorial partagé **de l'existant, des besoins non couverts et des priorités**.

NOS PROPOSITIONS

- 1 **Intégrer la mobilité inclusive, solidaire et durable (MISD) dans les politiques publiques.** →
 - Inscrire la MISD dans les politiques publiques du **travail, de la formation, du logement, de la santé, de la dépendance, de l'éducation, de la jeunesse ...**
 - Rendre **lisible et visible** les solutions de mobilité sur des **plateformes d'Etat** (ex : dora.gouv).
- 2 **Identifier les besoins et définir les priorités pour chaque territoire** →
 - Réaliser un **diagnostic territorial partagé des besoins**.
 - Planifier le développement territorial de la MISD.
 - Évaluer les résultats et impacts.**
 - Piloter la MISD à l'échelle départementale.
- 3 **Intégrer les métiers de la MISD dans l'écosystème de l'accompagnement social et celui des stratégies territoriales.** →
 - Faire (re)connaître les expertises** de la mobilité inclusive, solidaire et durable et leur **complémentarité** avec les métiers existants.
 - Rendre **lisible et visible** sur les territoires **l'articulation entre les acteurs** et favoriser leur **coordination**.
- 4 **Développer des réseaux territoriaux de la MISD pour favoriser l'accessibilité aux solutions.** →
 - Mettre en place des référents/ambassadeurs territoriaux de la MISD** afin d'aller vers les publics isolés.
 - Les **acteurs de l'information, de l'orientation, de la formation et de l'insertion** et du monde économique intègrent les solutions de MISD.

Structurer la coopération des parties prenantes de la mobilité inclusive, solidaire et durable

260 Acteurs de la MISD **adhérents** au réseau Mob'In.

707 AOM locales + les **Régions** qui agissent comme AOM locales (dans 458 EPCI) et Régionales.

14 **Ministères concernés par la mobilité** dont **particulièrement** Travail, éducation, transition écologique, économie, intérieur, justice...

+ 12 Fondations qui soutiennent la mobilité.

890 Agences France Travail, **440** Missions locales,

14500 CCAS

qui animent ou financent des actions de mobilité.

NOTRE CONSTAT



De multiples initiatives publiques, associatives, privées de mobilité inclusive, solidaire et durable existent, d'importantes disparités régionales demeurent et il n'existe pas de réels modèles de coopération.

- 1** A l'échelle locale, plusieurs acteurs de mobilité inclusive, solidaire et durable proposent "aux publics empêchés" des solutions pour "savoir et pouvoir bouger". Leur action n'est pas toujours **coordonnée/structurée** dans une **logique d'offre globale**.
- 2** A l'échelle régionale, les actions ne sont pas toujours **lisibles, visibles**. L'offre régionale de MISD est difficilement accessible.
- 3** A l'échelle nationale, à l'initiative de Mob'In, plusieurs **fédérations ou acteurs nationaux** ont engagé une **démarche partenariale** visant la structuration d'une **filière nationale de la mobilité inclusive, solidaire et durable**.
- 4** Ces **coopérations à différents niveaux** s'inscrivent dans un contexte de **complexification des financements** et d'une indispensable **hybridation des ressources**.

NOS PROPOSITIONS

- 1 Mobiliser** des parties prenantes territoriales →
 - Identifier les **acteurs** associatifs, politiques, sociaux, économiques, environnementaux, ... intéressés/impactés par les questions de mobilité inclusive et durable.
 - Les **accueillir** aux enjeux et leviers pour une mobilité plus inclusive, solidaire et durable.
 - Chercher à mettre en place et animer des collectifs** / groupements / consortiums d'acteurs volontaires pour porter cette thématique sur leur territoire.
- 2 Équiper** chaque territoire d'une **plateforme de mobilité inclusive, solidaire et durable**. →
 - Identifier l'**échelle territoriale pertinente et cartographier** les différents acteurs les acteurs associatifs, publics et privés de la MISD.
 - Définir une **offre socle de service** construite à partir d'une logique de parcours articulant « savoir bouger » et « pouvoir bouger ».
 - Accompagner les acteurs locaux** à se structurer en plateforme territoriale de la MISD.
 - Mettre en place un ou plusieurs **chargés de développement** de la MISD pour animer ces coopérations.
 - Pérenniser et développer les plateformes existantes**, accompagner les territoires non couverts.
- 3 Intégrer** la mobilité inclusive, solidaire et durable **dans les politiques publiques régionales**. →
 - Mettre en place et co-animer une gouvernance régionale de la MISD.
 - Créer des **observatoires régionaux** de la MISD.
 - Accompagner** chaque AOM et les EPCI dans la **définition de plan** de mobilité inclusive, solidaire et durable.
- 4 Structurer** une **filière nationale** de la mobilité inclusive, solidaire et durable. →
 - Fédérer** les acteurs sociaux, économiques, du transport, du développement durable, au sein d'une **filière** de la MISD.
 - Intégrer cette filière** dans les **instances de politiques publiques** du transport et de la mobilité et de l'emploi et de la solidarité, de santé...

Acculturer les acteurs territoriaux et professionnaliser le secteur

2000 professionnels répartis sur

15 métiers structurants

3 formations métiers créées par Mob'In reconnues par les professionnels de la MISD.

NOTRE CONSTAT



Un double enjeu : acculturer les parties-prenantes de la mobilité inclusive, solidaire et durable et déployer/faire reconnaître les métiers dédiés.

1

Une approche globale nécessaire pour agir efficacement

La mobilité des personnes en situation de précarité relève de multiples enjeux (économiques, sociaux, territoriaux...). Pour agir durablement, tous les acteurs élus, socio-économiques et citoyens doivent en comprendre la complexité et s'y engager pleinement.

2

Un secteur en structuration, mais une expertise déjà solide

Sans appui structurant en formation ou en politique publique, le secteur de la MISD a vu émerger des métiers spécifiques, imaginés et construits par les acteurs de terrain. En concevant eux-mêmes outils, démarches pédagogiques et partenariats, ils ont bâti une véritable expertise, aujourd'hui précieuse et reconnue, qui mérite d'être pleinement soutenue et consolidée.

3

Une acculturation indispensable pour tous les acteurs

Le développement de solutions efficaces passe par la formation et la sensibilisation de l'ensemble des parties prenantes (élus, techniciens, référents, entreprises...) afin de co-construire des réponses adaptées à chaque territoire.

4

Des métiers à faire reconnaître

Pour pérenniser l'impact de la MISD, il est essentiel de consolider et faire reconnaître ces métiers dans le cadre d'une filière de la MISD.

NOS PROPOSITIONS

1

Acculturer/former des acteurs publics, économiques, sociaux, associatifs pour faire système.



Développer des **actions d'information, de sensibilisation et d'acculturation** à la MISD, notamment en matière d'**accompagnement au changement** et d'**animation territoriale**.

Développer une **offre de formations** adaptées et spécifiques.

2

Faire reconnaître **les métiers de cette filière** de la MISD.



Créer une **cartographie** des métiers.

Inscrire les métiers clé de la MISD au **RNCP**.

Inscrire ces métiers, leurs spécificités et complémentarités parmi les autres **métiers du social, de l'insertion et de l'aménagement du territoire**.

Développer des **passerelles avec le monde universitaire**, contribuer à des travaux de recherche.

3

Développer un **centre de ressources nationale** de la MISD.



Capitaliser les ressources académiques, professionnelles et territoriales au sein d'un centre de ressource de la MISD.

Diffuser ces ressources auprès de l'ensemble des acteurs locaux, régionaux et nationaux, parties prenantes de la MISD.

Rassembler des ressources déjà existantes mais dispersées.

Structurer, organiser, diffuser et animer ce centre de ressources.

Financer la mobilité inclusive, solidaire et durable

30 À 50

sources de financements sont mobilisés par une plateforme territoriale pour développer des solutions de mobilité inclusive, sans garantie de pérennité.

NOTRE CONSTAT



Le secteur de la mobilité inclusive, solidaire et durable ne dispose pas d'un modèle de financement dédié.

1

Un secteur reconnu mais sans pilotage ni financement dédié

La LOM reconnaît la mobilité solidaire, mais aucun financement ni pilotage ministériel n'y est rattaché. Cela entraîne de fortes disparités entre les territoires et un manque de structuration nationale.

2

Une réponse limitée à la seule question du coût

La mobilité inclusive, solidaire et durable est souvent réduite à une politique tarifaire à bas coût. Or, le frein financier n'est qu'un des nombreux obstacles à la mobilité, notamment pour les personnes en situation de précarité.

3

Des financements éclatés, précaires et non pérennes

Les acteurs de la MISD mobilisent une diversité de financements, souvent non fléchés, annuels, précaires et sans stratégie ni organisation commune. Les financements publics historiques (insertion, cohésion sociale, emploi, politique de la ville) s'amenuisent, tandis que les nouveaux apports (fonds privés ou mobilité durable) obligent à une transition sans accompagnement structurant.

4

Une structuration fragile, mise en tension par le contexte économique et les logiques d'innovation

Dans un contexte économique tendu, les structures de la mobilité inclusive sont fragilisées, avec un risque réel de disparition d'actions. Cette fragilité est accentuée par des financements instables et des appels à projets centrés sur l'innovation, qui complexifient le soutien aux activités existantes et freinent la construction de coopérations territoriales solides.

NOS PROPOSITIONS

1

Inscrire la MISD comme une **politique publique, pilotée** en interministériel, pour **décloisonner les financements**.



Identifier un **pilote ou coordinateur public** de la MISD.

Définir un **financement socle** des plateformes de mobilité.

Organiser une **conférence nationale de financement** de la MISD mobilisant acteurs publics, associatifs et privés.

2

Créer un **fonds national d'appui financier à la gestion et au développement de solutions** (ex : via la banque des territoires).



Répertorier les fonds structurels et catégoriels contribuant à la pérennisation et au développement des solutions territoriales.

3

Instaurer des **conférences des financeurs** à l'échelle territoriale.



Réunir acteurs publics, privés et associatifs **autour de la question du financement** de la mobilité inclusive, solidaire et durable.

Organiser une **conférence annuelle ou pluriannuelle de financement** (à l'image de ce qui existe pour le secteur de la prévention et perte d'autonomie des personnes âgées).

4

Renforcer les **capacités des acteurs territoriaux** de la MISD dans le **développement et la consolidation** de leur modèle économique.



Construire une **offre d'information, de formation et d'accompagnement à la gestion de structures** de la MISD à destination des acteurs territoriaux.

Déployer un **dispositif expert d'accompagnement** (ex : Seve Emploi, DLA...) dans chaque région.

LE RÉSEAU MOB'IN - NATIONAL



L'association Mob'In a été **créée le 30 août 2017**, le Réseau Mob'In est organisé en un réseau national, composé de 12 fédérations régionales, elles-mêmes composées de 260 **structures locales adhérentes**.

Notre mission commune est d'accompagner les publics empêchés et les territoires vers des solutions de mobilité permettant, à tous, l'accès aux droits et à la citoyenneté. Plus de 2 000 professionnels chez nos adhérents et 27 salariés Mob'In poursuivent cette mission avec force et conviction, en partenariat étroit avec les principaux acteurs nationaux, régionaux et locaux de la mobilité inclusive, solidaire et durable.

Mob'In porte la voix des acteurs de la mobilité inclusive, solidaire et durable auprès des décideurs, des institutions publiques et privées, des collectivités et des décideurs politiques.

Notre rôle est de valoriser les métiers, les solutions et les initiatives portées par les structures adhérentes de notre réseau et nos partenaires pour renforcer la visibilité et l'impact de la mobilité inclusive durable solidaire à tous les niveaux : local, régional et national.

NOS ACTIONS

- PROFESSIONNALISER**
les structures et les équipes..
- ACCOMPAGNER**
le développement de nouvelles solutions.
- REPRÉSENTER**
les adhérents à l'échelle régionale et nationale, porter un plaidoyer pour la mobilité inclusive, solidaire et durable.
- SENSIBILISER**
les élus, entreprises, associations et le grand public aux enjeux de la mobilité inclusive, solidaire et durable.

NOS VALEURS

ENGAGEMENT

SOLIDARITÉ

INCLUSIVITÉ

NOS PRINCIPES FONDATEURS

SAVOIR BOUGER

POUVOIR BOUGER

DÉVELOPPER DES PROJETS TERRITORIAUX

NOTRE PRÉSIDENT



Thomas CHEVILLARD
Directeur de l'AFODIL (49)
Président du Réseau Mob'In

NOS MEMBRES



CONTACTEZ-NOUS !



mobin-solutions.fr



Réseau Mob'In



OnYgo-solutions.fr

Mob'In FRANCE
119 RUE DAMREMONT
75018 PARIS
contact@mobin-solutions.fr



NOTES



NOTES



NOTES



CONTACTEZ NOTRE ÉQUIPE

**Pascal
GRAND**

Directeur
du réseau Mob'in



06.16.99.90.29



www.mobin-solutions.fr



direction@mobin-solutions.fr



mobin-solutions.fr



Réseau Mob'in



OnYgo-solutions.fr

Mob'in FRANCE

119 RUE DAMREMONT

75018 PARIS

contact@mobin-solutions.fr